

Madagascar : Survol hebdomadaire de la presse francophone

N°43 (du 25 au 31 octobre 2010)

La crise politique

◆ **La question de l'amnistie plombe le climat politique à l'approche des échéances électorales.** Sobika note l'ambiance se tend à nouveau, « *chacun avance son schéma ou ses doléances. [...] La venue prochaine de Didier Ratsiraka devrait ajouter une voix de plus à cette cacophonie politique* ». Des voix se font entendre en faveur du report du référendum et des municipales, y compris dans le camp du pouvoir et chez les organisateurs de la « *Conférence nationale* ». Pety Rakotoniaina, PDS de la commune de Fianarantsoa, « *l'enfant terrible* » du Betsileo, en première ligne dans la chute de Marc Ravalomanana, installé dans ses fonctions par la HAT, défie Andry Rajoelina en annonçant son intention de se présenter aux municipales, alors qu'il est sous le coup d'une condamnation non encore amnistiée. Il est suspecté de se rapprocher de Tantely Andrianarivo et de vouloir prendre ses distances vis-à-vis du régime. La réconciliation nationale (qui implique l'amnistie), reste plus que jamais la pierre d'achoppement pour le règlement de la crise. Pour Fetison Rakoto Andrianirina, le pardon et la réconciliation restent les préalables à tout processus de retour à l'ordre constitutionnel.

◆ **Le processus électoral fait l'objet des critiques de Tantely Andrianarivo, Pierrot Rajaonarivelo et Monja Roindefo** (« *les 3 mousquetaires* »). Les deux premiers mènent une offensive de charme en province et laissent transparaître leurs ambitions. Ils demandent le report du calendrier. Le troisième confirme son appel au boycott du référendum et se montre très critique sur la gestion des finances publiques et les malversations qui seraient couvertes par la HAT. Il se défend de toute implication dans l'affaire du « *mercenaire* » Philippe Verdon, qui vient d'être expulsé et que le pouvoir accuse de tentative de déstabilisation. L'association des maires (AMM) renforce sa mobilisation contre la tenue des municipales.

◆ **Tantely Andrianarivo hôte à dîner de l'ambassadeur de France.** Il a été reçu en compagnie de plusieurs ambassadeurs occidentaux, de représentants du système des Nations Unies et de la Banque mondiale. Un « *examen de passage réussi* » pour LOI. L'ancien Premier ministre de Didier Ratsiraka, rentré récemment d'exil, est visiblement perçu par la France comme une personnalité crédible qui pourrait avoir un rôle à jouer dans un proche avenir. « *Est-il le joker de la France ?* », s'interroge *La Gazette*.

◆ **Le président de la HAT obtient le soutien moral du père Pedro.** Le centre Akamasoa est l'un des bénéficiaires du « *Tsena mora* » [ventes de PPN à prix bradés]. Andry Rajoelina déclare : « *Je suis Andry, votre pilier et ami. Et vous, vous êtes mes compagnons* ». En retour, le prêtre déclare : « *Nous soutenons celui qui nous appuie et qui nous aime. [...] Nous allons informer le monde que nous collaborons avec le gouvernement* », promet-t-il à un régime en mal de reconnaissance.

◆ **Les membres du Parlement de la Transition réclament des indemnités exorbitantes.** La presse s'étend sur les marchandages en cours entre les membres des deux institutions et le gouvernement. Des discussions qui ont accaparé l'attention une bonne partie de la session qui s'achève. *L'Express* écrit « *Le moins que l'on puisse dire est que les actuels locataires des deux Chambres ne doutent de rien, financièrement et matériellement. Les chiffres avancés, même justifiés, sont élevés par rapport à la conjoncture* ». Les prétentions des parlementaires font notamment référence aux émoluments qui étaient ceux de la HAT dont ils ont pris la succession.

◆ **L'un des avocats de Marc Ravalomanana élu comme bâtonnier de l'Ordre.** Me Radson Solo remplace le bâtonnier sortant, Me Hery Rakotomanana, l'actuel président de la CENI. Le nouveau bâtonnier entend poursuivre les projets de son prédécesseur, avec un élargissement des partenariats entre l'Ordre et les associations d'avocats à l'étranger. [Me Radson Solo est le chef de file du pool d'avocats de Marc Ravalomanana, qui s'est distingué en portant les affaires du groupe Tiko, qui se dit spolié par le nouveau régime, devant la justice internationale].

◆ **Des personnalités proches de la HAT commencent à admettre qu'il est nécessaire de reprendre des négociations élargies** pour éviter des affrontements et l'aggravation de la crise. C'est le cas notamment du Pr Alain Tehindrazanarivelo, ancien ministre de la Santé, qui se montre également critique par rapport à l'élaboration du projet de Constitution, qu'il juge « *bâclée* ». Roland Ratsiraka, vice-président de la HAT, refuse en revanche de retourner à la table des négociations. Des représentants de la CNOSC ont tenté en vain de l'en convaincre. Des contacts discrets sont en cours entre la CNOSC et les Eglises membres du Ffkm pour tenter de les réintroduire dans la future médiation.

◆ **Le général Noël Rakotonandrasana, ancien ministre des Forces armées, se déclare prêt à diriger une transition militaire** si ses frères d'armes le lui demandent. Il revendique le droit de faire part de ses opinions personnelles sur les sujets politiques, étant « *un citoyen comme un autre* », et il ne se prive pas de faire des reproches à la HAT sur la mise en place du Parlement de la Transition, le projet de Constitution et l'opération « *Tsena mora* ». Un franc parlé qui serait, pour certains, le signe avant-coureur de reclassements politiques qui se dessinent depuis l'annonce du retour de Didier Ratsiraka (lequel conserve de solides appuis dans l'armée), l'offensive - concertée ou non - des « *3 mousquetaires* » dans les provinces et les récentes déclarations de Raymond Ranjeva en faveur d'une nouvelle transition neutre et forte dont il

prendrait la tête. La nouvelle médiation en préparation sous l'égide de la CNOSC pourrait mettre en œuvre une approche inclusive novatrice qui s'affranchirait partiellement de l'approche « *mouvances* », dont on s'accorde désormais à considérer qu'elle a conduit à l'impasse politique.

◆ **La hiérarchie militaire en appelle une nouvelle fois à l'unité des Forces armées.** Elle dénonce l'existence d'initiatives visant à déstabiliser la Grande muette. « *Nous sommes les derniers remparts. Personne n'a intérêt à diviser l'Armée, comme personne n'a intérêt pour un coup d'Etat* », déclare le ministre Lucien André Rakotoarimasy, appuyé par son collègue de la gendarmerie.

◆ **Le colonel Randrianjafy et ses hommes, incarcérés après les événements du 20 mai à la Fign, entament une grève de la faim.** Ils mettent en doute l'indépendance de la Justice appelée à statuer sur leur sort. Le commandant Andriamanantena Willem, le dernier des officiers recherchés dans le cadre de la mutinerie, s'est rendu à la gendarmerie et a été incarcéré.

◆ **Mgr Odon Razanakolona, archevêque d'Antananarivo n'a pas été nommé cardinal.** Certains médias font de cet « *oubli* » une lecture politique, à la lumière des événements politiques qui ont marqué l'année 2009 et qui ont fortement ébranlé le Conseil œcuménique des Eglises (Ffkm).

◆ **Tensions sociales persistantes dans la magistrature et l'enseignement supérieur.** L'ultimatum des magistrats est arrivé à échéance. Le syndicat des enseignants-chercheurs radicalise son mouvement, compromettant le déroulement des examens et la prochaine rentrée universitaire.

◆ **Le Sommet de la Francophonie ne semble pas convaincu par la feuille de route d'Andry Rajoelina.** Les chefs d'État et de gouvernement insistent sur la nécessité de favoriser « *un dialogue ouvert à tous* ». Leur déclaration finale s'adresse « *à l'ensemble des acteurs malgaches* » ; il leur est demandé de rechercher le consensus pour organiser des élections « *libres, fiables et transparentes, acceptées par toutes les parties et soutenues par la communauté internationale* ». Maurice a demandé une approche plus proactive et a rappelé que son pays est défavorable à toute sanction. Les organisations civiles malgaches seront invitées à Maurice par la COI. Dans son intervention, Nicolas Sarkozy semble s'être prononcé en revanche en faveur du processus électoral en cours.

Droits humains, gouvernance

◆ **Les agences spécialisées des Nations Unies préoccupées par la détérioration du système de santé et des services sociaux de base.** Elles déplorent « *la réduction de 20 à 30% du budget affecté au secteur Santé par rapport au budget initial* ». La fourniture de médicaments de base et de vaccins risque de ne plus être convenablement assurée. La mortalité maternelle et infantile est en hausse.

◆ **Scolarisation des enfants : un taux d'exclusion en hausse de 35% dans la capitale.** Les données recueillies auprès de l'Education nationale (CISCO) font état, pour l'année scolaire 2009-2010, d'un taux d'accès en 1^{ère} année de primaire de 83,07% et d'un taux d'accès en classe de 6^{ème} de 33,74%. La Plateforme société civile pour l'enfance (PFSCE) mène depuis 2008 des études sur les facteurs d'exclusion scolaire à Antananarivo.

◆ **Indice 2010 de perception de la corruption de Transparency International : le recul est accablant pour Madagascar depuis 2 ans.** La Grande Ile se classe 123^{ème} sur 178 pays alors qu'en 2009 elle se situait au 99^{ème} sur 180 pays. Entre 2008 et 2010, la note a chuté de 3,4 à 2,6.

Actualité économique et sociale

◆ **Le FMI confirme la situation préoccupante et singulière de Madagascar.** Après avoir cru de 7,1% en 2008, le PIB a été négatif en 2009 (-3,7%) et le sera aussi en 2010 (-2,0%). Le PIB par habitant a quant à lui chuté encore plus fortement en raison de la pression démographique (-6,2% en 2009, prévision de -4,5% pour 2010).

◆ **Conjoncture : la situation des industries s'aggrave.** 80 % des chefs d'entreprise confirment l'aggravation des impacts de la crise depuis début 2010. 47 % ont dû recourir à des compressions de personnel, 21 % envisagent une fermeture et 32 % le chômage technique. Le syndicat patronal dénonce « *la prolifération des importations et l'absence de mesures incitatives destinées à relever la tête après la crise* ».

◆ **Le trafic de bois de rose durant l'année 2009 a engendré une perte de 52 millions de dollars de devises pour l'Etat.** Cette information a été fournie par la délégation malgache à la 10^{ème} Conférence internationale sur la biodiversité à Nagoya (Japon). Officieusement, plus de 35.000 tonnes de bois de rose ont été exportées en 2009. Selon un rapport de Global Witness and the Environmental Investigation Agency (EIA), la Chine aurait accueilli 98% des exportations illégales de bois précieux malgache.

◆ **Un nouveau projet d'exportation d'eau dévoilé.** La commission Environnement du CST, présidée par Sarah Georget Rabeharisoa (parti Vert), a demandé au ministre de l'Eau de venir s'expliquer sur un document canadien confidentiel par lequel l'Etat exprime son intention d'accorder un droit d'accès à la ressource en eau sur deux rivières du district de Maroantsetra. Ce dossier embarrassant intervient à un moment où le ministre doit faire face à des revendications concernant l'approvisionnement en eau de certaines régions et aux difficultés du programme d'adduction d'eau dans le Sud. La presse rappelle que les projets dévoilés sous le régime Ravalomanana avaient eux aussi donné lieu à de vives controverses.